

Denis Sassou Nguesso au Sénat le 6 décembre.

Un dictateur à l'honneur

Les 6 et 7 décembre prochains se tiendra au Sénat le 5^{ème} forum mondial du développement durable dont l'intitulé est : « **Un monde imprévisible** ». A cette occasion, le Président de la République du Congo Denis Sassou Nguesso doit intervenir lors de la séance d'ouverture. Nous considèrerons comme totalement indécente cette tribune offerte à l'un des principaux dictateurs africains, qui ne peut avoir d'autre effet que de lui délivrer un brevet d'honorabilité.

Après 25 années de pouvoir exercé sans partage, l'avenir du Congo sous la présidence de Denis Sassou Nguesso n'est que trop prévisible. Il suffit de rappeler quelques données très simples concernant ce pays :

- un niveau de pauvreté extrême (70% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté) et un état de délabrement général des infrastructures du pays contrastant avec le train de vie de Denis Sassou Nguesso et de ses proches, objets d'une récente enquête préliminaire du parquet de Paris pour « recel de détournement de fonds publics » ;
- une corruption qui touche tous les niveaux du pouvoir, dénoncée depuis des années par les organisations de la société civile congolaises et internationales ;
- un endettement record en dépit d'importantes ressources pétrolières (le Congo est le quatrième producteur d'Afrique sub-saharienne), qui ont fait l'objet de détournements massifs dénoncés par le FMI et de ventes gagées par anticipation pour des projets d'investissements fictifs et ce, au mépris total des générations futures ;
- l'exploitation opaque de la forêt équatoriale par des proches du Président ;
- une répression sournoise contre des militants des droits de l'Homme et de la transparence dans la gestion des revenus pétroliers, ainsi qu'une insécurité générale

délibérément entretenue, maintenant les populations dans un climat de peur.

Plus grave encore que l'incompétence de Denis Sassou Nguesso en matière de développement durable, c'est l'hommage ainsi rendu au responsable d'un régime criminel qui nous révolte. En 1991, la conférence nationale souveraine du Congo-Brazzaville imputait 3 000 assassinats à la première dictature de Denis Sassou Nguesso, de 1979 à 1991. Durant l'été 1997, puis en 1998-99, l'ancien dictateur est revenu et s'est maintenu au pouvoir par les armes, n'hésitant pas à lancer ses milices, qui eurent recours au viol systématique contre les civils. Le conflit a fait plusieurs dizaines de milliers de morts en quelques mois.

Cette invitation faite à D. Sassou Nguesso ne peut avoir d'autre effet que de lui délivrer un brevet d'honorabilité, ce qui constitue une véritable insulte aux peuples africains, et est ressentie comme une provocation par tous ceux qui s'efforcent de venir en aide à un pays comme le Congo.

Il nous apparaît essentiel qu'un signe fort puisse être envoyé à cette occasion, afin de marquer une volonté de rupture dans la conduite des relations franco-africaines et d'engager la France dans une politique responsable et transparente au service de la démocratie en Afrique.

**RASSEMBLEMENT
A PARIS
JEUDI 6 DÉCEMBRE
11 H
PLACE EDMOND
ROSTAND**

(ENTRÉE PRINCIPALE DU
JARDIN DU LUXEMBOURG,
FACE À LA RUE SOUFFLOT)

**Arrêtons le soutien
aux dictateurs !
Soutenons les
peuples africains !**

Premiers signataires : AFASPA (Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique), Les Amis de la Terre, ATTAC - Groupe Afrique (Association pour la Taxation des Transactions pour l'Aide aux Citoyens), CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde), CARE France, CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement), CEDETIM – IPAM, CRID (Centre de Recherche et d'Informations pour le Développement), CNT (Confédération Nationale du Travail), Fédération des Congolais de la Diaspora, Greenpeace, MBDHP/SF (Mouvement Burkinabè des Droits de l'Homme et des Peuples - Section de France), Mouvement des Indigènes de la République, MIR (Mouvement International de la Réconciliation), MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples), Oxfam France / Agir Ici, Peuples Solidaires, La Plateforme Panafricaine, Réseau Foi et Justice Europe - Afrique (antenne France), Réseau "Sortir du nucléaire", Terre des Hommes France, Transparence Internationale France, Sherpa, Survie...

